



Mouvement LST
www.mouvement-LST.org

Communiqué de presse Journée mondiale du refus de la misère 2019

« *Stop aux inégalités sociales* »

Chaque année, le 17 octobre, à l'occasion de la « Journée mondiale du refus de la misère », un grand nombre de personnes et d'associations à travers lesquels les plus pauvres se rassemblent, se mobilisent un peu partout dans le monde.

Une journée importante d'interpellation citoyenne, pour rappeler les combats menés et le chemin qu'il reste encore à parcourir pour que l'accès à ce qui est indispensable à l'existence humaine soit une pleine réalité pour toutes et tous.

Ce jeudi 17 octobre 2019, le Mouvement Lutttes-Solidarités-Travail (LST) vous invite à venir écouter et relayer les interpellations, témoignages et analyses qui seront lus devant la Dalle posée en mémoire des victimes de la misère au **Parlement de Wallonie**.

Nous refuserons toujours d'accepter l'inacceptable

Depuis des années, nous ne cessons de dénoncer de nombreuses pratiques et législations qui poussent une part croissante de personnes et de familles dans une insécurité d'existence toujours plus profonde.

Nous dénonçons l'évolution d'une société qui choisit de discriminer et de criminaliser les pratiques de survie quotidiennes de celles et ceux qui subissent durement les conséquences d'une répartition toujours plus inégale des richesses.

Ces dernières années, nous avons mis en évidence, à travers une campagne de sensibilisation¹, comment ces pratiques et législations contribuent à rendre les plus pauvres « transparents », inexistantes, hors de la vue et des répertoires, hors de la cité.

¹ Pour mettre en lumière la « transparence » et l'inexistence dans lesquelles les plus pauvres sont relégués, le Mouvement LST organise pour la quatrième année consécutive une large [campagne](#) de diffusion avec des personnages "transparents" qui sont hébergés durant quelques semaines par de nombreux partenaires en Wallonie et à Bruxelles. Le point culminant de cette campagne a lieu le 17 octobre, « Journée mondiale du refus de la misère ». A cette occasion la plupart des personnages sont ramenés place de l'Ange à Namur et nous accompagnent au Parlement de Wallonie, pour représenter tous ceux et celles qui ne peuvent être là pour témoigner de leurs luttes et de leurs espérances.

Des politiques structurelles de justice sociale, pas des aménagements qui gèrent la misère

« Stop aux inégalités sociales » est le titre du plaidoyer que nous avons transmis aux mandataires politiques à l'occasion des élections fédérales, régionales et européennes.

Ce plaidoyer a été construit, dans nos lieux de rassemblement, au départ des réalités, des espérances des plus pauvres et de ce qu'ils mettent quotidiennement en place pour résister à la misère.

Notre objectif à travers la diffusion de ce texte était, une fois de plus, de rappeler la priorité incontournable qui est de garantir à chacune et chacun une réelle sécurité d'existence.

Nous avons voulu attirer l'attention des candidat(e)s des différents partis politiques sur un ensemble d'éléments qui fragilisent l'accès à la sécurité d'existence et sur plusieurs aspects qui nous semblent essentiels pour la renforcer et la garantir. En les interpellant sur les engagements qu'ils comptaient prendre dans ce sens.

Depuis peu, les parlements et gouvernements wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont constitués, nous voulons à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, questionner une nouvelle fois les mandataires politiques sur les engagements qu'ils prendront au cours de leur mandat.

Nous leur redirons que nous voulons des politiques structurelles de justice sociale, pas des aménagements qui gèrent et augmentent la misère. Pour nous les changements politiques passeront par des financements et des engagements clairs qui doivent se concrétiser notamment par un renforcement de la sécurité sociale et de services publics accessibles à toutes et tous, l'instauration d'une vraie justice fiscale, la négociation d'un nouveau pacte social fondé sur les enjeux sociaux et environnementaux d'aujourd'hui.

Le mépris et la non-citoyenneté imposés aux plus pauvres

A travers ce plaidoyer, nous avons également voulu mettre en lumière que vivre dans la pauvreté, voire l'extrême pauvreté ne se résume pas au fait de bénéficier d'un très faible pouvoir d'achat. La grande pauvreté, c'est aussi et surtout subir au jour le jour une insécurité dans tous les aspects de l'existence, c'est être enfermé dans une « non-citoyenneté » qu'on traîne avec soi partout et tout le temps. Une « citoyenneté de seconde zone » qui condamne au mépris et à la honte et qui plonge dans une insécurité d'existence encore plus profonde.

Ce 17 octobre au Parlement de Wallonie, c'est sur cette « citoyenneté particulière » imposée aux populations les plus pauvres que porterons nos interventions.

Particulière, parce que la citoyenneté des plus pauvres est instituée par des cadres légaux et des pratiques qui ne sont pas appliqués à l'ensemble de la population.

Les droits humains, les droits fondamentaux, ceux qui font qu'on est reconnu et considéré comme humain et comme citoyen, se transforment pour les plus pauvres en droits spéciaux. Des droits qu'il faudra mériter en faisant face à de multiples tracasseries administratives ; en se mettant à nu ; en rendant des comptes sur ses capacités, ses projets de vie, ses choix ; en répondant à un tas de conditions et d'exigences supplémentaires et tout à fait impossibles à atteindre... La nécessité permanente de mener un parcours de combattants pour tenter d'accéder

à l'habitat, aux soins de santé, à la possibilité de vivre en famille, à la possibilité d'être défendu en justice... et tant d'autres aspects qui devraient permettre de vivre dignement. Et pour de nombreuses personnes, leur quotidien sera « simplement » de tenter de survivre.

Particulière aussi, par les conséquences durables et extrêmement violentes pour celles et ceux à qui ce modèle de citoyenneté est imposé :

- enfermement dans une relégation sociale et dans des conditions d'existence souvent inhumaines
- criminalisation des pratiques de survie : mendicité, solidarités familiales et autres, squat, habitat permanent en zone de loisirs...
- violation du droit à la vie privée
- limitation du droit d'association
- etc.

Vous trouverez en pièce jointe notre plaidoyer « Stop aux inégalités sociales », l'invitation à la Journée mondiale du refus de la misère et le tract de la campagne « Transparents » 2019.

Programme de la journée

- **De 9h à 14h** : Stand place de l'Ange à Namur.
- **9h30** : Temps d'échanges au côté des personnages « transparents » et devant la peinture collective « Il Quarto Stato » réalisée en 2014.
- **10h30** : Départ en cortège, accompagné des personnages « transparents », vers le Parlement de Wallonie.
- **11h** : Mot d'introduction de Monsieur Jean-Claude Marcourt, président du Parlement. Prise de parole et témoignages de militant(e)s du mouvement LST.
- **12h30** : Retour Place de l'Ange

Pour toutes infos :

Mouvement LST

27, rue Pépin

5000 Namur

081/22 15 12

federation@mouvement-lst.org